

France/Présidentielle Fillon contre vents et marées

AFP
Paris/France

Le candidat de la droite n'entend pas plier. Au contraire, il a redit son innocence et harangué ses partisans hier, place du Trocadéro.

LE candidat de la droite à la présidentielle française, François Fillon, a admis hier sa "part de responsabilité" dans la paralysie de sa campagne par des soupçons d'emplois fictifs, sans plier aux appels de ceux qui le poussent à se retirer, devant plusieurs dizaines de milliers de partisans rassemblés à Paris.

"Ils pensent que je suis seul, ils veulent que je sois seul, merci pour votre présence, vous qui avez su braver les intempéries, les injonctions, les caricatures et parfois même les invectives", a lancé le candidat qui a été rejoint par son épouse Penelope au terme de son discours combatif.

"Je sais bien, croyez-le, quelle est ma part de responsabilité dans cette épreuve. Au-delà des trahisons, du calendrier judiciaire, de la campagne de dénigrement, c'est bien par ma faute que ce projet que je porte, auquel je crois, auquel vous croyez, rencontre

de si formidables obstacles", a-t-il dit.

Ce "grand rassemblement populaire" organisé près de la Tour Eiffel, apparaît comme l'une de ses dernières cartouches pour riposter à ceux qui demandent son retrait à cause du scandale provoqué par les salaires perçus par sa femme Penelope et deux de ses enfants pour des emplois présumés fictifs d'assistants parlementaires.

Le champion de la droite "joue la rue pour sauver sa candidature", estime à cet égard le journal Le Monde. Pour la première fois depuis le début du scandale, fin janvier, le candidat conservateur n'a cependant pas répété qu'il irait jusqu'au bout de sa candidature.

François Fillon devait aussi s'exprimer dimanche soir au cours du journal de 19H00 GMT (20H00 au Gabon) de la chaîne de télévision France 2, tandis que les membres du comité politique du parti "Les républicains" doivent se réunir ce lundi pour évaluer la situation et discuter de son éventuel remplacement. "Ce choix leur appartient et ne leur appartient pas", a-t-il dit.

Reconnaissant avoir commis des erreurs, François Fillon, qui a fêté samedi



Photo : AFP

Le candidat de la droite, François Fillon, hier devant des dizaines de milliers de ses partisans qu'il a remerciés pour leur présence et leur soutien.

son 63e anniversaire, a réaffirmé qu'il était un homme "honnête" qui a "passé sa vie au service de l'intérêt général", tout en modérant ses attaques contre la justice.

"Je vous dois des excuses, dont celle de devoir défendre mon honneur et celui de mon épouse alors que l'essentiel est pour vous comme pour moi de devoir défendre notre pays", a martelé celui qui affronte de multiples défections dans son propre camp à 49 jours du premier tour du scrutin.

"Fillon, tiens bon, la France a besoin de toi !", scandaient ses partisans dans une marée de drapeaux bleu-blanc-rouge.

Son épouse Penelope l'a rejoint sur la tribune à la fin

de son discours. Cette femme discrète est sortie de son silence dans une longue interview hier. Elle a assuré avoir effectué des "tâches très variées" en tant que collaboratrice parlementaire et avoir conseillé à son mari de "continuer jusqu'au bout".

Inquiets de sondages donnant désormais leur ex-champion éliminé dès le premier tour, le 23 avril, devancé par la dirigeante d'extrême droite Marine Le Pen et Emmanuel Macron, ancien ministre du président socialiste François Hollande repositionné au centre, quelque 260 élus lui ont retiré leur soutien.

"FOUTRE LA MERDE". Ces derniers jours, plusieurs personnalités de son camp

ont appelé François Fillon à laisser sa place à Alain Juppé, le maire de Bordeaux (sud-ouest) et ancien Premier ministre, qu'il avait battu au second tour de la primaire en novembre dernier.

Alain Juppé, 71 ans, a fait savoir qu'il ne se "défilerait pas" mais à condition que "François Fillon se retire de lui-même". Il a parlé avec l'ancien président Nicolas Sarkozy samedi soir pour étudier "les sorties de crise".

La tension est montée d'un cran samedi, lorsque leur parti a annoncé que la réunion du comité politique était avancée à ce lundi.

« Ils veulent le "débrancher", c'est la guerre », a confié à l'AFP un ancien ministre resté fidèle à M. Fillon. "Le compte à rebours a commencé", titrait hier le quotidien Le Parisien.

Pour Alexandre Alajouanine, 39 ans, venu participer au rassemblement, François Fillon est "le seul candidat légitime". En cas de renonciation de M. Fillon, "je m'abstiens ou je vote Le Pen, juste pour foutre la merde", menace-t-il. 71% des Français ne souhaitent pas que François Fillon maintienne sa candidature à la présidentielle, selon un sondage Ifop publié hier.

Etats-Unis/Politique

Trump insiste et demande au Congrès d'enquêter sur les écoutes téléphoniques

AFP
West Palm Beach/Etats-Unis

Samedi, le président américain avait gravement mis en cause son prédécesseur Barack Obama.

DONALD Trump persiste dans ses accusations explosives contre Barack Obama. Le président américain a demandé hier au Congrès d'enquêter sur les éventuelles écoutes téléphoniques qu'il reproche à son prédécesseur d'avoir ordonnées contre lui avant l'élection du 8 novembre.

Donald Trump avait lancé la veille ces allégations sur un nouveau Watergate dans une série de tweets matinaux. Elles ont été catégoriquement démenties par le porte-parole de l'ancien président démocrate et, dépourvues de preuves, elles ont suscité beaucoup de scepticisme dans la classe politique américaine.

"Les rapports concernant des enquêtes aux motivations politiques potentielles juste avant l'élection de 2016 sont très inquiétants", a insisté hier la Maison Blanche dans un communiqué signé de son porte-pa-

role Sean Spicer.

"Le président Donald J. Trump demande que, dans le cadre de leurs enquêtes sur l'activité russe, les commissions sur le renseignement au Congrès exercent leur autorité de supervision pour déterminer si les pouvoirs d'enquête de la branche exécutive ont été outrepassés en 2016", a ajouté le communiqué, sans autre précision. Il conclut en indiquant que "ni la Maison Blanche, ni le président ne feront d'avantage de commentaires jusqu'à ce qu'une telle supervision soit menée".

Les mots sont pesés et la formulation très prudente contrairement aux tweets vengeurs postés la veille par le président américain. "Exécrable ! Je viens de découvrir que le président Obama avait mis mes lignes sur écoute dans la tour Trump juste avant ma victoire", avait écrit M. Trump. "Comment le président Obama a-t-il pu tomber si bas en mettant mes téléphones sur écoute pendant la période sacrée des élections. C'est Nixon/Watergate", avait-il ajouté, qualifiant son prédécesseur de "personne malfaisante (ou malade)".

Donald Trump a ainsi lui-même fait référence au



Photo : AFP

Le président Donald Trump persiste et signe dans ses accusations d'écoutes téléphoniques qu'aurait pratiquées à son égard son prédécesseur Barack Obama.

scandale le plus retentissant de l'histoire politique américaine, le Watergate. En 1974, le président républicain Richard Nixon a été poussé à la démission après la découverte de micros dans les bureaux du parti démocrate.

Le porte-parole de Barack Obama, Kevin Lewis, a répliqué en assurant samedi que l'accusation était "tout simplement fautive" et affirmé que l'ex-président n'avait "jamais ordonné la surveillance d'un quelconque citoyen américain". James Clapper, chef du renseignement américain (DNI) sous Obama, a affirmé sur NBC qu'"aucune opération d'écoute n'a été mise en œuvre" par les en-

tités sous sa responsabilité (dix-sept agences et entités de renseignement) contre Donald Trump, que ce soit avant l'élection ou pendant la période de transition.

AFFAIRES RUSSES En demandant au Congrès, le Parlement américain, d'élargir ses enquêtes, Donald Trump fait lui-même le lien avec les affaires russes dans lesquelles il est englué depuis le début de son mandat.

Au moins trois commissions du Sénat et de la Chambre des représentants ont lancé des investigations sur les ingérences de la Russie pendant la campagne électorale, dont le but aurait été de favoriser la victoire de Donald

Trump face à sa rivale démocrate Hillary Clinton.

L'administration Obama avait accusé les Russes d'être à l'origine du piratage des emails de proches de Hillary Clinton et avait pris des sanctions contre Moscou fin décembre.

De plus, les multiples contacts entre des proches de Donald Trump et des responsables russes, pendant la campagne et dans les semaines ayant suivi la victoire du milliardaire, font peser le soupçon d'une collusion.

Le conseiller de Donald Trump pour la sécurité nationale Michael Flynn a dû démissionner le 13 février.

Et la semaine dernière, c'est le ministre de la Justice Jeff Sessions, un autre très proche du président, qui a dû s'expliquer sur ses conversations avec l'ambassadeur russe à Washington, Sergueï Kisliak. Pour l'opposition démocrate, les accusations de Donald Trump contre Barack Obama n'ont qu'un but : détourner l'attention de ces dossiers russes qui accablent une grande partie du débat politique depuis sa prise de fonctions le 20 janvier.

L'Afrique en bref

Guinée équatoriale/Criminalité. Obiang Nguema pour la vengeance privée

Le président de Guinée équatoriale, Teodoro Obiang Nguema, a invoqué la légitime défense en déclarant que la justice ne devrait pas interpellier un justiciable qui tuerait un délinquant dans son pays où la criminalité augmente sur fond de crise économique.

Niger/Jihadistes. 130 combattants déposent les armes

Cent trente combattants nigériens du groupe islamiste Boko Haram ont déposé les armes et se sont rendus aux autorités nigériennes depuis décembre dans la région de Diffa (sud-est du Niger), a annoncé le président du Niger, Mahamadou Issoufou.

RD Congo/Rébellion. Un policier et trois militaires tués

Un policier et trois militaires ont été tués lors d'une opération policière qui a abouti vendredi à la reddition d'un député, gourou d'une secte politico-religieuse, ayant appelé à l'insurrection en République démocratique du Congo, selon un bilan officiel publié samedi.

Zimbabwe/Politique. Mugabe rentre au pays

Le président zimbabwéen Robert Mugabe est revenu hier dans son pays après s'être rendu à Singapour pour une visite médicale, a annoncé son porte-parole.

A travers le monde

Irak/Conflit. Exode massif des civils



Photo : AFP

L'intensification des combats dans la ville irakienne de Mossoul et dans le nord de la Syrie provoque l'exode de dizaines de milliers de civils qui aggrave encore la situation humanitaire dans ces deux pays.

Turquie-Allemagne/Référendum. Meetings annulés : Erdogan parle de "pratiques nazies"

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a assimilé hier à des "pratiques nazies" l'annulation de meetings de ses soutiens en Allemagne, faisant monter d'un cran les tensions entre les deux pays.